



## Apprendre l'arabe à l'école, «c'est un combat»

Victime du manque de moyens pour le plurilinguisme en France, au même titre que le portugais, l'italien ou le chinois, l'arabe est confronté à des difficultés spécifiques. Des professeurs d'arabe et parents d'élèves en témoignent. «Quand vous connaissez l'arabe, c'est une chance pour la France. On a refoulé les langues étrangères de celles et ceux qui étaient issus d'autres pays.» Deux mois après son discours des Mureaux, Emmanuel Macron a confirmé son constat vendredi lors de son interview sur le média en ligne Brut : l'arabe, langue parlée par trois millions de personnes en France, n'est «pas enseignée suffisamment». En 2020, on ne dénombre que 15 408 élèves apprenant l'arabe en collège ou lycée (public et privé sous contrat). C'est quatre fois moins que le nombre d'élèves l'apprenant au sein d'associations. Mais, contrairement à ce qu'il avait annoncé début octobre, l'idée de renforcer l'apprentissage de l'arabe à l'école, qui avait provoqué de vives réactions à droite et à l'extrême droite, ne figure finalement pas parmi les 57 articles de la loi «confortant les principes républicains», qui doit être présentée mercredi en Conseil des ministres. Si ce n'est pas une matière à légiférer, les principaux intéressés, profs, élèves et parents, regrettent le manque de volontarisme au sommet de l'Etat.

«C'est regrettable que les actes ne suivent pas...» glisse Naima S., 45 ans, en riant nerveusement. Elle enseigne l'arabe en section internationale au collège de Saint-Jean-de-Védas, une commune limitrophe de Montpellier. Ses élèves, «à 99% de familles issues de l'immigration de pays arabes», viennent de quartiers prioritaires. S'inscrire en section arabe leur permet notamment d'«échapper à la carte scolaire», souligne-t-elle, c'est-à-dire de sortir des zones d'éducation prioritaire où ils sont souvent cantonnés, comme la Paillade à Montpellier. Selon elle, les 175 professeurs d'arabe du secondaire en France, dont près de 20% sont contractuels, sont «les mal aimés des deux côtés» : victimes de la «stigmatisation de la droite» d'une part et de l'activisme de certaines associations culturelles qui veulent garder la main sur cet enseignement. Des professeurs dans le public, il en manque pourtant. Selon Naima S., il y avait une vingtaine de postes à pourvoir au concours au début des années 2000. Il n'y en aura que huit cette année, contre quatre en mandarin (44 000 élèves en 2016) et zéro en russe.

Un manuel contre cinq pour l'anglais

Pour Mèlika Cherfaoui, 50 ans, qui enseigne à Hellemmes (Hauts-de-France), les six titulaires pour l'académie de Lille, dont deux entrants cette année, «ce qui est rare», ne sont pas assez nombreux, «au regard des missions confiées». En plus des heures d'enseignement, on «élabore aussi les sujets d'examen comme le brevet du collège, CAP, bac pro, BTS...» : «On est sollicités pour tout, contrairement aux autres professeurs de langues.» «Pour les cours, il faut pratiquement tout concevoir soi-même», regrette en écho Dounya Hallaq, professeure certifiée de 29 ans. Lorsqu'elle était petite, elle entendait déjà son père, alors professeur de littérature arabe à l'université Sorbonne-Nouvelle, parler du manque de moyens. Elle enseigne aujourd'hui en classe bilangue au collège Carnot et en LV3 au lycée Faidherbe de Lille, ainsi qu'à Sciences-Po Paris et Menton.

Là où l'anglais, l'allemand ou l'espagnol disposent de «trois à cinq manuels où les profs peuvent piocher», les professeurs d'arabe n'ont sous la main qu'un seul manuel et il est ancien. Le double statut – ou diglossie – de la langue arabe rend la tâche plus ardue. L'arabe littéraire, langue officielle et celle des médias, diffère des dialectes utilisés pour la vie quotidienne. Il est donc «compliqué de trouver un document authentique suffisamment intéressant... Qui ne soit pas non plus un dialecte en particulier», rappelle Dounya.

Pour Amel (1), mère au foyer de 36 ans d'origine tunisienne habitant à Nanterre (Hauts-de-Seine), l'accès aux cours d'arabe est assez simple. Avec son mari, chauffeur poids lourd, ils ne faisaient pas confiance aux associations : «On préfère l'Education nationale, c'est plus contrôlé.» Mais bientôt, Amel va changer sa fille de collège, pour aller en section internationale : «Dans son collège de secteur, le niveau en arabe est trop bas, c'est trop facile.»

Dans leur parcours d'études secondaires, certains doivent abandonner une langue en passant du collège au lycée. La continuité pédagogique n'est pas assurée. «Vouloir apprendre des langues en France, c'est un vrai combat», partage Sarah, d'Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), originaire du Maroc. Sa fille Shana, 18 ans, vient de sortir du lycée : «On avait demandé une dérogation pour qu'elle continue l'arabe et le chinois au lycée Voltaire, dans le XI<sup>e</sup> arrondissement» de Paris. Mais, absent pendant longtemps, le prof «n'a pas été remplacé» et Shana n'a pas pu reprendre les cours d'arabe jusqu'au bac. Sarah inscrit donc sa fille dans un centre culturel municipal parisien. Entre les cours particuliers d'arabe, de chinois, mais aussi de russe, l'addition s'élève à environ 300 euros par mois, alors que la mère de famille gagne le Smic avec des petits boulots de serveuse. Pour elle, «ceux qui n'ont pas les moyens sont mis de côté» dans l'apprentissage des langues en France.

«Des ressorts intimes et individuels»

Mais de l'avis de la proviseure adjointe du lycée parisien en question, la mère de Shana noircit un peu le tableau et plaide une situation administrative compliquée sur le professeur d'arabe concerné. A l'échelle de son établissement, Carole Zerbib constate cependant que moins d'heures sont allouées à l'arabe qu'il y a deux ans. «On est passés de deux enseignants titulaires à un, mais la baisse a touché toutes les langues "rares"», précise-t-elle. «Mutualisation oblige», le lycée accueille «chaque mercredi, une trentaine d'élèves d'une quinzaine d'établissements publics et même parfois privés de la capitale, dans le cadre des enseignements interétablissements (EIE)».

Globalement, les moyens alloués au niveau national aux langues vivantes, et à l'arabe en particulier, ont-ils baissé ? Sans donner de précisions sur les éventuelles nouvelles mesures attendues après le discours présidentiel des Mureaux, le ministère de l'Education assure «développer une stratégie globale de l'enseignement des langues et en particulier de l'arabe», langue dont le développement représente un «puissant levier de développement professionnel et de promotion sociale». «Beaucoup de parents d'élèves n'ont pas connaissance de la carte des langues et ne sont pas informés de la possibilité de soumettre une demande pour l'enseignement d'une langue, en l'occurrence l'arabe, à l'Education nationale», précise le cabinet Blanquer, qui conseille de se rendre sur le site de l'Onisep ou du site interacadémique d'arabe où sont recensés les établissements par académie. Dans le jargon officiel, il est également question de «demande éparses», de «masse critique» et de manque de

«ressources enseignantes».

Aujourd'hui, 0,3% des élèves du secondaire apprennent l'arabe dans un des 382 établissements du secondaire qui l'enseignent, soit 15 408 élèves (privé sous-contrat compris, selon les chiffres du ministère). L'arabe est principalement enseigné dans les grandes agglomérations, comme les académies de Versailles, Créteil, Aix Marseille, Paris, Lyon, Strasbourg ou Montpellier. En 2000 et 2008 déjà, ces élèves ne représentaient que 0,1%. Ces chiffres officiels sont bien loin des trois ou quatre millions d'arabophones en France. Il n'y aurait donc pas de demande d'arabe ? «Pour faire en sorte que l'envie soit là, il faut qu'il y ait des classes et des enseignants, de manière continue entre collège et lycée», rappelle Nabil Wakim, auteur de L'Arabe pour tous. Pourquoi ma langue est taboue en France. Journaliste d'origine libanaise, il rappelle qu'en plus de «l'absence d'offre, se jouent des ressorts intimes et individuels», de dévalorisation symbolique. «Le panneau "Interdit de parler arabe et de cracher par terre" n'existe nulle part... Sauf dans la tête des parents !» Or la question centrale reste pour ces derniers : «"Est-ce que c'est la bonne stratégie scolaire pour mon enfant ?" L'arabe n'est pas reconnu pour progresser socialement. Et beaucoup d'amalgames sont faits entre la langue et l'islam, l'islam et le terrorisme.»

(1) Le prénom a été modifié.